

GOUVERNER AUTREMENT ET SI C'ÉTAIT POSSIBLE ?

C'est sans conteste une première dans l'histoire de nos institutions.

Âgé de moins de 40 ans, un candidat encarté à aucun parti politique a remporté le 7 mai 2017 l'élection présidentielle. Faisant fi des clivages politiques traditionnels, le nouveau Président de la République propose aujourd'hui de gouverner autrement. En somme une révolution politique se prépare peut-être, même si rien ne permet d'affirmer aujourd'hui qu'elle ira jusqu'au bout. Or, au même moment, sur le plan local, et la presse nationale ne s'en fait pas l'écho, une transformation radicale des modes de fonctionnement politique se développe. À l'instar de la Communauté d'agglomération de Mulhouse qui ouvre la voie à de nouvelles pratiques salvatrices sur le terrain de la gouvernance, non sans résistances. C'est pourquoi *Le Jas* considère que la volonté de gouverner autrement qui s'exprime sur le plan local doit être traitée avec la même considération que celle qui s'engage sur le plan national. Démonstration.



Ce n'est pas sans raison que la méfiance s'est installée entre les citoyens et la classe politique. C'est d'abord le juste retour des difficultés de nos dirigeants à maîtriser les nouveaux enjeux économiques, écologiques et sociétaux qui déterminent notre avenir. Mais c'est aussi la suite logique de leur enfermement dans le microcosme du pouvoir, avec ses privilèges et ses protections.

Il serait illusoire de penser atténuer le rejet du politique par le seul recours à de nouvelles règles d'organisation des pouvoirs publics. D'autant plus que ces règles génèrent souvent à leur tour des effets pernicieux. Ce fut le cas pour la limitation de la durée du mandat présidentiel, qui favorise la prépondérance de l'instantané sur le durable. C'est aussi le cas pour la déclaration du patrimoine

des élus, qui vise à plus de transparence, mais au risque de faciliter la caricature de la classe politique, sans régler pour autant le vrai problème qui est celui de la transparence des décisions. C'est encore le cas du changement des modes de scrutin dans les élections départementales et sénatoriales, qui vise à introduire plus d'équité dans la représentation urbaine, mais au risque de délaisser le monde rural et l'aménagement du territoire. Et même si ces évolutions s'avéraient utiles, elles ne seraient de toute façon pas suffisantes pour combler une fracture que certains n'hésitent plus à qualifier de démocratique.

C'est pourquoi les transformations amorcées par la dernière élection présidentielle, de même que celles déjà engagées sur le territoire de Mulhouse Agglomération ne peuvent laisser indifférent.

UNE PRÉSIDENTENCE NATIONALE HORS NORMES

Les résultats du scrutin du 7 mai dernier n'ont pas seulement permis d'éviter le pire. Ils constituent aussi un véritable séisme sur le plan du fonctionnement "politico-institutionnel" auquel nous étions habitués. La défaite des deux principaux partis qui se disputaient le pouvoir depuis des lustres ouvre désormais la voie à une nouvelle proposition : retenir les meilleurs, ou tout du moins supposés comme tels, venus de tous horizons pour leur permettre de mettre leurs compétences au seul profit de la Nation. Sur ce point, Emmanuel Macron n'a pas hésité à transgresser les usages, sitôt son élection proclamée en nommant au poste de Premier ministre une personnalité politique du "camp opposé" en la personne d'Édouard Philippe. Une décision sou-



vent approuvée par les acteurs locaux, qui sont plus familiarisés que les responsables nationaux avec ce type de situation. C'est le cas de Philippe Laurent, maire de Sceaux, par ailleurs secrétaire général de l'Association des maires de France (AMF). C'est aussi le cas de Laurent Lafon, maire de Vincennes, pour qui "la nomination d'un Premier ministre de droite par un Président issu d'un gouvernement de gauche montre assurément que le paysage politique est capable de se réformer de fond en comble".

D'ailleurs, après sa nomination, le chef du Gouvernement dévoilait les noms des nouveaux ministres choisis avec soin avec l'Élysée. Une proposition de nouvelle gouvernance tenant en quelques mots : choisir sur des critères de compétences pour confier les responsabilités nationales à des personnalités de droite comme de gauche, ou issues de la société civile. Résultat, sur une équipe resserrée à 22 membres au total (contre 38 ministres et secrétaires d'État sous le gouvernement de Manuel Valls), des politiques de tous bords (Bruno Le Maire, François Bayrou, Jean-Yves Le Drian, Gérard Collomb...) côtoient des

experts jusqu'à présent inconnus du grand public (Muriel Pénicaud, Elisabeth Borne, Frédérique Vidal ou Jean-Michel Blanquer).

Et pour accompagner ce premier signal, des mesures concrètes sont envisagées. À commencer par le renouvellement des candidats aux élections législatives en faisant une large place aux femmes et aux acteurs issus de la société civile. Ensuite, en préparant une loi de moralisation de la vie publique, que le Président de la République souhaite décliner dans diverses directions : lutte renforcée contre les conflits d'intérêt, contrôle étroit de l'activité du travail parlementaire ou encore exemplarité des élus... La couleur est d'ores et déjà annoncée. En témoigne la première condition exigée pour pouvoir obtenir le soutien de l'exécutif lors du prochain scrutin législatif de juin : les candidats devront avoir un casier judiciaire vierge, ne jamais avoir été condamnés à une peine d'inéligibilité et ne pas avoir exercé antérieurement deux mandats politiques. Des réformes de façade estimeront certains, des choix véritablement prometteurs estimeront d'autres.

UNE GOUVERNANCE LOCALE PIONNIÈRE

La nécessité d'une nouvelle forme de gouvernance, capable de dépasser les schémas traditionnels pour privilégier l'expérience et la disponibilité, a déjà convaincu des élus locaux qui n'ont pas attendu les résultats de l'élection présidentielle pour passer à l'action. En témoigne l'exemple emblématique du nouveau président de Mulhouse Alsace Agglomération (M2A), Fabian Jordan. Il y a quelques années déjà, le maire de la petite commune de Berrwiller (Haut-Rhin, 1 200 habitants) s'était illustré en lançant la *Journée citoyenne*, une démarche qui concerne aujourd'hui plus d'un millier de communes un peu partout en France et dont *Le Jas* s'est fait l'écho depuis son lancement (voir pages 42-43 de ce numéro).



Mais qui aurait pour autant parié, il y a quelques mois encore, que ce jeune directeur d'une école de musique, sans affiliation politique, serait un jour à la tête de l'une des grandes agglomérations de l'Hexagone, gérant un budget de plus de 390 millions d'euros et couvrant une population de près de 275 000 habitants ? C'est le pari de la proximité, de la compétence et de l'engagement qu'ont voulu faire les élus de l'agglomération en choisissant un élu de terrain issu d'une petite commune. Et ce contre toute attente. Un message de confiance bien reçu par le nouveau président. Parmi ses premières mesures : mettre les bonnes personnes à la bonne place, ici encore par-delà les clivages partisans, mais aussi rencontrer chacun des conseils municipaux pour envisager les conditions d'un avenir collectif tenant compte de chacun des points de vue. "Je considère essentiel de valoriser les gens et de tenir compte de leurs de compétences", confie Fabian Jordan, qui sait surtout garder la tête froide : "Sachons rester humbles, l'humilité est nécessaire, surtout en politique".

Mais surtout, pour l'édile alsacien, la participation des habitants fait partie intégrante d'une démarche capable de réformer en profondeur la gouvernance dans le sens d'une co-construction effective des politiques publiques. Dans ce cadre, l'agglomération de Mulhouse s'est attachée à définir trois niveaux de responsabilités. En premier lieu, celui de l'initiative, principalement mais non exclusivement, détenue par l'exécutif. Ensuite, celui de l'analyse, confiée à un collège de représentants de l'ensemble des acteurs locaux. Enfin, celui de la décision, ou plus précisément de la légitimité démocratique, exercée par l'assemblée délibérante locale. En filigrane, le courage politique d'admettre que des orientations définies par les acteurs politiques puissent être remises en cause à tout moment. "Le bénéfice est triple : chaque élu se voit attribuer une mission, tout le monde est informé en temps réel de l'avancée de tous les projets – même ceux dont il ne s'occupe pas – et la confiance est rétablie, y compris avec les élus non communautaires", explique Fabian Jordan.

En pratique, un "Comité d'impulsion", composé de 18 élus, est chargé de donner une vision globale et stratégique aux politiques menées et de veiller à leur coordination. Un "Bureau", composé de l'ensemble des conseillers communautaires de l'agglomération, suit l'avancement des dossiers en lien étroit avec des "Ateliers-projets". Ceux-ci, animés par un binôme élu-collaborateur, sont ouverts aux élus des communes et à la société civile. Au final enfin, c'est au Conseil d'agglomération qu'il revient de valider les décisions. Parallèlement à cette organisation, ce qui retient l'attention est surtout l'esprit qui accompagne cette nouvelle approche. Chacun le mesure : ce qu'il faut éviter à tout prix est bien de susciter du débat pour la forme, avec le risque que les habitants se sentent instrumentalisés.

Invité du 10^e Congrès de l'Odas qui se tenait à Angers les 1^{er} et 2 février derniers, le nouveau président de M2A a su résumer en quelques mots sa vision d'une nouvelle forme de gouvernance : "L'essentiel est de savoir compter sur les compétences de chacun pour envisager la politique de demain".

Une vision de la politique partagée par Joseph Spiegel, maire depuis 1989 de Kingersheim (Haut-Rhin, 13 000 habitants), pour qui "le dépassement des clivages n'est pas dans la culture de notre pays, mais il est nécessaire lorsqu'il s'agit de construire des compromis dynamiques et de créer les conditions favorables aux transitions essentielles vers plus d'écologie, de justice sociale ou encore d'investissement économique". Fervent défenseur de la "démocratie-construction", le maire haut-rhinois croit lui aussi fermement en "la capacité d'accepter et de mettre sur la table les désaccords pour construire des accords", en particulier "en associant les citoyens plutôt que de rester dans l'entre soi des élus et des clivages partisans". Seul cet état d'esprit en action peut permettre de rassembler les habitants de toutes sensibilités républicaines. ■

PAR CHRISTOPHE ROBERT ET JEAN-LOUIS SANCHEZ